



Rapport 2020

Dialogue actionnarial et exercice des droits de vote : passer des paroles aux actes

La confiance
ça se mérite

Amundi
ASSET MANAGEMENT

Sommaire

Le vote : passer des paroles aux actes

5 L'équipe dédiée à la gouvernance d'entreprise

- 5** Intégration du vote et de l'engagement

5 Un engagement continu grâce aux dialogues pré-AG

- 5** Statistiques sur les dialogues pré-AG 2020
- 6** Dialogue avec les entreprises : faits marquants de 2020

7 Un engagement continu grâce au vote

- 7** Politique de vote d'Amundi
- 8** Statistiques de vote 2020
- 10** Campagne de vote : faits marquants pour 2020

12 Statistiques par société de gestion

- 12** Amundi Asset Management
- 13** Amundi Immobilier
- 14** BFT IM
- 15** CPR AM
- 16** Etoile Gestion
- 17** Société Générale Gestion
- 18** Amundi Luxembourg
- 19** Amundi Sgr



Le vote : passer des paroles aux actes

L'équipe dédiée à la gouvernance d'entreprise

L'équipe dédiée au vote et à la gouvernance d'entreprise est composée de 5 personnes chargées d'analyser les résolutions et d'organiser le dialogue avec les entreprises avant et après les AG dans le but de mieux comprendre leur stratégie et de les inciter à améliorer leurs pratiques.

Ces moments d'échange sont également l'occasion d'évoquer avec les émetteurs les pratiques qui favorisent le progrès. Nous reconnaissons que pour évoluer dans leurs approches, les entreprises ont besoin de temps et nous sommes tout autant sensibles au progrès et au dynamisme qu'aux accomplissements ; notre dialogue avec les entreprises vise à encourager une amélioration continue au fil du temps. En appliquant les principes généraux de sa politique de vote, Amundi est en mesure d'exprimer des votes en adéquation avec le dialogue actionnarial.

Intégration du vote et de l'engagement

L'équipe de vote fait partie intégrante de l'effort d'engagement global d'Amundi. Outre les thèmes spécifiques à une bonne gouvernance d'entreprise, ainsi qu'à une solide pratique de vote, nous insistons sur la responsabilité du conseil d'administration en termes de responsabilité sociale et de stratégie climatique. Nous

avons également souligné la nécessité d'inclure des indicateurs ESG dans la rémunération des dirigeants, conformément à la stratégie globale, et si possible des indicateurs liés à la lutte contre le changement climatique. La cohésion sociale, l'équilibre salarial et l'implication des salariés dans la croissance de l'entreprise sont depuis longtemps des thèmes d'engagement pour Amundi. Depuis 2019, nous avons accentué nos efforts en matière de vote et d'engagement sur ces sujets. Les inégalités socio-économiques ont été exacerbées par la crise de la Covid-19 car certaines populations, entreprises et pays vulnérables à travers le monde sont extrêmement sensibles aux chocs. C'est pourquoi, depuis la pandémie, nous avons renforcé le dialogue avec les entreprises sur la nécessité de se concentrer sur le long terme tout en équilibrant les efforts des différentes parties prenantes. Il peut ainsi être intéressant d'adopter une approche prudente en matière de versement des dividendes et une certaine modération dans la rémunération des dirigeants.

Un engagement continu grâce aux dialogues pré-AG

Statistiques sur les dialogues pré-AG 2020

L'équipe d'Amundi dédiée à la gouvernance d'entreprise s'est entretenue avec 489 émetteurs en 2020. Dans ce cadre, 322 alertes ont été émises concernant l'exercice

de vote d'Amundi, déclenchant 70 dialogues. Nous avons également mené un dialogue avec 167 émetteurs hors saison.

Statistiques sur le dialogue actionnarial	2020	2019	2018	2017
Alertes et dialogues avec les émetteurs	489	164	202	233
dont Europe	295	159	196	214
dont International	194	5	6	19

Dialogue avec les entreprises : faits marquants de 2020

Barclays

Le changement climatique représente un risque systémique et nous sommes convaincus que le secteur financier a un rôle clé à jouer pour contribuer à la transition vers une économie bas carbone et au respect de l'Accord de Paris. L'élimination progressive du charbon est primordiale pour atteindre cet objectif, et nous pensons que l'adoption de stratégies climatiques par les entreprises est un facteur dont les actionnaires doivent être pleinement informés. En conséquence, nous avons publiquement soutenu les résolutions d'actionnaires coordonnées par l'initiative ShareAction en 2020, demandant à Barclays de cesser progressivement de financer des entreprises productrices de charbon. Nous avons eu un dialogue constructif avec la société sur les deux résolutions (l'une soutenue par ShareAction et l'autre par la direction). Même si nous reconnaissons que Barclays a fait un pas dans la bonne direction, la résolution de ShareAction y aidant, nous avons voté en faveur des résolutions correspondantes, conformément à notre engagement de soutenir la politique de transition énergétique des banques et leur politique charbon en particulier.

Nous avons également échangé avec Barclays sur son ambition de devenir une banque neutre en carbone d'ici 2050, à la fois pour ses opérations sur les marchés de capitaux et ses activités de prêt, tandis que ses pairs ont développé des méthodologies uniquement liées aux prêts jusqu'à présent. Étant donné que les entreprises les plus exposées au charbon ont des difficultés à réduire rapidement cette exposition, nous suivrons de près leur politique charbon et leurs seuils d'exposition au charbon.

Fortum

Fortum, une entreprise publique finlandaise de services aux collectivités, est confrontée à un risque de transition accru après l'acquisition de la société Uniper, du même secteur, qui a considérablement augmenté l'exposition de la première aux combustibles fossiles. La question de la décarbonation des actifs des deux entreprises en Russie reste ouverte. Une grande partie de la production de Fortum basée sur les combustibles fossiles est concentrée en Russie, où l'entreprise n'a pas de stratégie de décarbonation ni d'objectifs en la matière. Fortum a acquis une participation majoritaire et de contrôle dans Uniper, ce qui a dégradé son propre profil environnemental en exposant son portefeuille à des parts significativement plus élevées dans des exploitations de lignite, de charbon et de gaz naturel.

Suite à l'acquisition d'Uniper, et en l'absence d'un plan clair d'élimination progressive du charbon conformément à l'Accord de Paris, Amundi a participé à un engagement collaboratif auprès de Fortum Oyj. Nous avons adressé une lettre à l'entreprise et nous nous sommes entretenus par téléphone avec le PDG pour discuter des émissions

de CO₂ et de la stratégie de réduction des émissions pour le Groupe, y compris en Russie. Nous avons décidé de voter en faveur d'une résolution d'actionnaire demandant d'inclure un objectif de 1,5°C dans les statuts de l'entreprise.

Deutsche Bank

En 2019, nous avons averti la banque allemande de notre intention de voter contre la décharge donnée au conseil de surveillance et au comité de direction lors de l'AG du 25/05/2019 en raison de la déconnexion entre les rémunérations versées aux dirigeants (qui semblaient excessives) et les performances économiques et financières de la banque, qui venait de subir une restructuration importante. La politique et le rapport sur la rémunération n'ayant pas été soumis au vote des actionnaires lors de l'AG 2019, nous avons souhaité exprimer notre désapprobation à l'égard des pratiques de DB en nous opposant à la décharge donnée au conseil de surveillance et au comité de direction (du fait de l'absence de critères ESG dans la politique de rémunération).

À la suite du dialogue actionnarial avec le Président de Deutsche Bank, nous avons modifié notre vote en AG de "contre" à "abstention sur la décharge", en tenant compte de la nomination récente du nouveau PDG (non prise en compte précédemment) pour piloter le nouveau plan stratégique de la banque et de l'intention de l'émetteur de changer ses pratiques.

En 2020, deux moments d'échange ont eu lieu :

- un avant l'AG, afin de présenter les résolutions soumises lors de la prochaine AG et les discussions en cours sur l'évolution de la politique de rémunération, notamment l'intégration de critères ESG dans la rémunération variable ;
- l'autre en fin d'année, pour présenter la nouvelle politique de rémunération, soumise au vote lors de l'AG 2021. Les critères ESG représenteront jusqu'à 20 % de la rémunération variable à long terme et incluront notamment la diversité et le climat. Le ratio d'équité salariale sera publié en 2021.

JP Morgan

Nous avons engagé un dialogue avec la banque américaine JP Morgan sur sa stratégie en matière de changement climatique, car elle accuse un retard par rapport à ses pairs. Au cours de cet échange, JP Morgan a déclaré être en phase de réflexion concernant sa politique climatique ; cependant, nous ne pensons pas que la banque annoncerait des objectifs ambitieux dans un avenir proche. Par la suite, Amundi a voté en faveur des propositions des actionnaires en matière de politique sur le pétrole et le gaz non conventionnels afin que la Banque établisse des objectifs de réduction des émissions de CO₂, conformément à l'Accord de Paris.

Un engagement continu grâce au vote

Politique de vote d'Amundi

Amundi considère l'exercice de ses droits de vote comme un aspect central de son rôle en tant qu'investisseur responsable. Notre politique de vote reflète notre analyse holistique de toutes les problématiques à long terme susceptibles d'influencer la création de valeur, y compris les considérations ESG matérielles. Amundi entend exercer pleinement sa responsabilité en votant aux assemblées générales et en appliquant sa politique de vote. Cette politique est révisée chaque année et est disponible sur le site Internet d'Amundi.⁽²⁾

Les bonnes pratiques de gouvernance sont primordiales pour protéger les intérêts des actionnaires minoritaires. L'exercice du droit de vote à l'assemblée générale annuelle est donc essentiel pour exprimer une opinion sur les principales orientations de l'entreprise. Il faut donc pouvoir voter en proportion de la détention du capital et ne pas être confronté à des mécanismes de limitation ou de protection qui permettraient à la société de contourner le pouvoir de décision de ses actionnaires.

Parmi les principaux éléments de la politique de vote d'Amundi figurent :

- les droits des actionnaires : un régime de gouvernance d'entreprise doit protéger et faciliter l'exercice des droits des actionnaires et assurer un traitement équitable de l'ensemble des actionnaires, y compris minoritaires et étrangers ;
- les conseils d'administration, les comités et les organes de direction : les conseils d'administration ont une autorité stratégique et leurs décisions influencent l'avenir de leur entreprise, à court et à long terme ; chacun des membres du conseil d'administration a une responsabilité individuelle. Les conseils d'administration sont responsables vis-à-vis de l'entreprise et de ses actionnaires, mais ils doivent également tenir compte des intérêts des autres parties prenantes et les respecter, notamment les employés, les créanciers, les clients et les fournisseurs. Le respect des normes sociales et environnementales relève également de la responsabilité du conseil d'administration. Amundi soutient pleinement les 8 principes de structure financière de la Climate Governance Initiative du Forum économique mondial ;
- structure financière : les augmentations de capital cumulées ne doivent pas représenter plus de 60% du capital hormis si l'entreprise présente un plan clair et pertinent ;
- politique de rémunération : nous analysons la rémunération des dirigeants de manière globale et votons sur la base de deux critères principaux que sont le caractère raisonnable et la justification économique de la rémunération du PDG. Par ailleurs, nous sommes vigilants à ce que l'approche de l'entreprise en matière de rémunération, et plus largement le partage de valeur dans son ensemble, ne génèrent pas de situations inacceptables d'inégalité sociale. Amundi veille à l'inclusion de critères de performance ESG dans la rémunération variable.

L'une de nos ambitions ESG pour fin 2021, que nous avons définies en 2018, est d'intégrer les considérations ESG dans notre politique de vote. C'est dans ce contexte que nous avons encore renforcé notre approche en matière de vote pour la saison 2020, en exigeant l'inclusion de facteurs ESG dans la rémunération des dirigeants et en devenant beaucoup plus enclins à voter en faveur des résolutions des actionnaires (ce qui nous a conduits à soutenir 86 % des résolutions sur le climat et 79 % de celles relatives aux questions sociales et aux droits humains).

En 2020, en raison de la crise de la Covid-19 et de la nécessité de se concentrer sur la croissance à long terme ainsi que d'équilibrer les efforts des différentes parties prenantes, Amundi a été particulièrement attentif à l'équilibre de la rémunération des dirigeants, au niveau de dividende versé et à l'inclusion de critères ESG dans la rémunération variable.

(2) <https://www.amundi.com/int/ESG/Documentation>

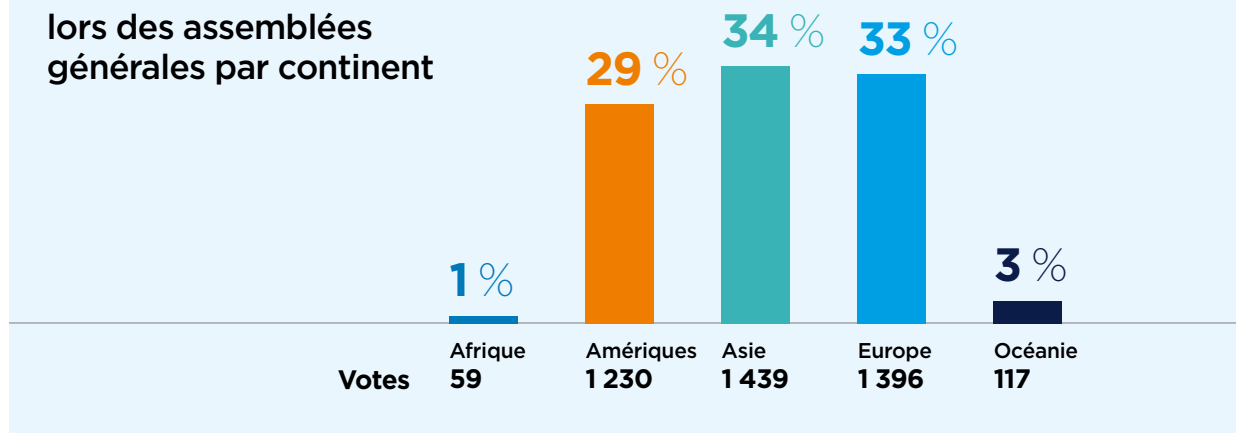
Statistiques de vote 2020

En 2020, Amundi a voté à 4 241 AG et à près de 50 000 propositions. La campagne de vote a été perturbée par la pandémie de la Covid-19 au printemps 2020 et le nombre d'AG par émetteur a augmenté par rapport aux années précédentes. Ainsi, un certain nombre d'AG ont été annulées au dernier moment, alors que les

votes avaient déjà été exprimés, et il a fallu revoter plus tard dans la saison. Par ailleurs, certaines entreprises ont retiré des propositions portant sur les dividendes de l'ordre du jour de leurs AG et les ont présentées lors d'une autre AG en fin d'année.

Statistiques de vote	2020	2019	2018	2017
Nombre d'assemblées auxquelles Amundi a voté	4 241	3 492	2 960	2 540
Assemblées avec au moins un vote "contre la direction"	71 %	55 %	65 %	71 %
Nombre de propositions votées par Amundi	49 968	41 429	35 285	32 443
Pourcentage de votes "contre la direction"	20 %	13 %	15 %	15 %

Nombre de votes lors des assemblées générales par continent



Principaux résultats de la campagne de vote 2020

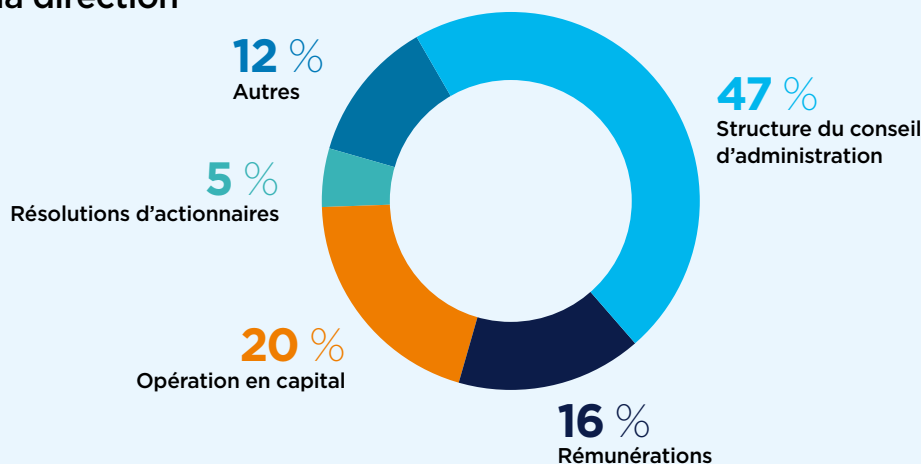
Amundi a obtenu un taux d'opposition de 20 % à l'échelle mondiale, ce qui montre l'inclusion des considérations ESG dans les critères de vote et renforce notre politique et notre stratégie ESG.

Notre politique de vote en matière de rémunération nous a amenés à voter contre 31 % des résolutions. Nous avons souvent voté contre des programmes de primes à long terme qui n'étaient rattachés à aucun indicateur ESG. En 2020, en raison de la crise de la Covid-19 et de la nécessité de se concentrer sur la croissance à long terme, ainsi que d'équilibrer les efforts des différentes parties prenantes, Amundi a été particulièrement attentif à l'équilibre de la rémunération des dirigeants.

Nous avons également été particulièrement vigilants sur le montant des dividendes versés, notamment pour les entreprises ayant accès à des subventions d'État, telles que les allocations chômage. Nous avons voté contre 21 % des propositions de dividendes.

20 % de taux d'opposition à l'échelle mondiale

Répartition thématique des votes “contre la direction”



Répartition thématique des votes “contre” par catégorie

Structure du conseil d'administration	19 %
Rémunérations	31 %
Structures financières	28 %
Propositions d'actionnaires (*)	49 %
Autres	11 %

(*) Ne comprend pas les votes pour lesquels il n'y a pas eu de recommandations de la direction.

Stratégie climatique

Nous avons également renforcé notre soutien aux résolutions d'actionnaires demandant plus de transparence et d'informations sur la stratégie ESG et climatique. Cette démarche a bénéficié d'une reconnaissance dans le rapport “Voting matters 2020” de ShareAction, dans lequel Amundi se classe parmi les gérants d'actifs les plus performants en termes de vote sur le changement climatique, le lobbying lié au climat et les questions sociales. Nous avons voté en faveur de 86 % des propositions liées au climat.

**En 2020,
Amundi a soutenu 86 %
des résolutions liées au climat**

Votes contre des résolutions

La saison 2020 a été globalement marquée par des votes d'opposition pour trois raisons principales :

- une pratique de rémunération discutable ;
- un dividende non viable en période de pandémie mondiale ;
- un cumul des mandats alors que l'importance des fonctions de président du conseil d'administration, des présidents des différents comités, de l'administrateur référent ainsi que des administrateurs implique de pouvoir consacrer suffisamment de temps à ces fonctions.

Dans la mesure du possible, Amundi s'efforce d'alerter les émetteurs lorsqu'un vote d'opposition est prévu, généralement par l'envoi d'un e-mail en amont de l'AG.

Rémunération des dirigeants

Amundi considère que l'alignement des intérêts des dirigeants avec ceux des actionnaires est un élément clé de la gouvernance d'entreprise. La politique de rémunération au sein de l'entreprise doit participer à cet équilibre et inclure des indicateurs ESG. En 2020, nous avons été particulièrement exigeants dans ce domaine du fait du besoin de modération salariale des dirigeants face à la crise de la Covid-19.

En 2020,
le taux d'opposition
sur la rémunération
a été de **31 %**

Dividendes

Nous sommes fermement convaincus, en particulier dans la situation actuelle de pandémie, que la politique de dividende doit tenir compte à la fois des besoins des actionnaires en matière de rémunération en espèces et de la nécessité de préserver la solidité financière de l'entreprise ainsi que de l'intérêt à long terme des employés afin d'ouvrir la voie à une croissance future des bénéfices.

En 2020,
le taux d'opposition
sur les dividendes
a été de **21 %**

Structure du conseil d'administration

Amundi souhaite avoir une compréhension complète du fonctionnement des organes de gouvernance, notamment :

- le niveau d'indépendance ;
- l'existence et le fonctionnement des comités spécialisés ;
- l'équilibre des compétences et des origines ;
- la disponibilité suffisante des administrateurs (cumul des mandats limité).

En 2020,
le taux d'opposition
sur ces thèmes
a été de **19 %**

Résolutions relatives aux droits humains, au social et à la santé

Nous avons observé une nouvelle tendance : l'augmentation du nombre de résolutions relatives aux questions sociales, à la santé et aux droits humains lors des assemblées générales.

En 2020, Amundi a soutenu
79 % des résolutions liées aux
questions sociales, à la santé et
aux droits humains présentées
lors des assemblées générales
auxquelles il a participé

Campagne de vote : faits marquants pour 2020

Social : Responsabilités produit, santé et droits humains

Microsoft Corporation : Vote en faveur d'un rapport sur la représentation des salariés au conseil d'administration

Amundi est favorable à l'implication des salariés dans la gouvernance de l'entreprise et à l'actionnariat salarié, car ces pratiques permettent d'aligner les intérêts des actionnaires et des employés sur le long terme. Amundi promeut ainsi la nomination d'administrateurs salariés comme principe de bonne gouvernance.

The TJX Companies, Inc. : Vote en faveur d'un rapport sur le bien-être animal

Un reporting et une transparence accrus sur le bien-être animal contribueront à garantir que l'entreprise respecte les préférences des clients en matière de bien-être animal et de labellisation (incluant les cosmétiques et les tests sur les animaux en plus de la fourrure et du cuir), ce qui pourrait renforcer la fidélisation de la clientèle.

Walmart Inc. : Vote en faveur du rapport sur les normes d'utilisation des antibiotiques par les fournisseurs

Cette proposition permettrait aux actionnaires d'évaluer le fonctionnement de la politique de l'entreprise dans ce domaine. La résistance aux antibiotiques est un problème de santé majeur et contribuer à ce phénomène est préjudiciable pour la réputation de l'entreprise.

Résolutions d'actionnaires liées au climat

Tepco : Vote en faveur d'un amendement visant à sortir de la production d'électricité issue du charbon

Amundi ne soutient pas la construction de nouvelles centrales thermiques au charbon et est favorable à la fermeture des centrales existantes d'ici 2030 dans les pays de l'OCDE, conformément à l'Accord de Paris.

Chevron Corporation : Vote en faveur d'un rapport sur l'alignement des activités de lobbying de l'entreprise sur l'Accord de Paris sur le climat

Si les compagnies pétrolières et gazières peuvent faire valoir que la limitation du réchauffement climatique à 2°C n'est pas le scénario le plus probable compte tenu des politiques d'atténuation du changement climatique existantes, nous pensons qu'il est essentiel qu'elles ne soutiennent pas des activités de lobbying cherchant à freiner des politiques plus ambitieuses sur la réduction des émissions de CO₂.

Certaines grandes compagnies pétrolières et gazières européennes (Shell, BP, Total) ont pris des mesures pour cesser toute relation avec les associations professionnelles qui ne sont pas alignées avec leurs propres positions en matière de politique climatique. Nous attendons des autres entreprises du secteur qu'elles procèdent à des évaluations similaires et prennent les mesures nécessaires le cas échéant.

Nous notons que Chevron est membre de l'AFPM, avec laquelle Shell, BP et Total ont déclaré vouloir cesser toute relation en raison de positions divergentes sur les politiques de tarification du carbone.

Rémunération des dirigeants

Macquarie Group Limited : Vote contre la proposition de rémunération

Macquarie Group, une société de services financiers diversifiés, a proposé une augmentation de 10 % du salaire annuel de base du PDG par rapport à l'année précédente, alors que son niveau de rémunération est déjà l'un des plus élevés parmi ses pairs. Amundi estime que le niveau et l'évolution des rémunérations ne doivent pas être la cause de réactions hostiles et pénalisantes pour l'entreprise, pour son image et donc pour son développement. L'année 2020 a été difficile pour les entreprises, les employés et les pays, qui ont dû faire face à des difficultés économiques extrêmes. Nous avons donc été attentifs à ce que l'augmentation des salaires des dirigeants soit modérée.

3M Company : Vote en faveur d'une proposition demandant que la rémunération du PDG tienne compte des salaires des employés

Pour le conglomérat industriel 3M, Amundi a voté en faveur d'une proposition demandant au Comité de rémunération de prendre en compte l'ensemble des salaires des employés lors de la fixation des objectifs de rémunération du PDG.

Amundi recommande que la rémunération du PDG soit "raisonnable" et garantisse l'alignement des intérêts des dirigeants sur ceux des actionnaires et des autres parties prenantes de l'entreprise, dans le cadre de la responsabilité sociale et environnementale. La rémunération des dirigeants doit en effet être "acceptable" d'un point de vue sociétal. Le niveau et l'évolution des rémunérations ne doivent pas être la cause de réactions hostiles et pénalisantes pour l'entreprise, pour son image et donc pour son développement. L'analyse du ratio d'équité salariale contribue à l'évaluation de cette acceptabilité.

Dividendes

Television Broadcast Limited : Vote contre la résolution sur les dividendes

TVB proposait un dividende alors même que l'entreprise avait enregistré une perte nette en 2018 et 2019. Nous pensons, et ce d'autant plus en situation de crise due à la pandémie de la Covid-19, que le versement de dividendes ne doit se faire que si l'entreprise est solide financièrement et doit se faire en prenant en compte l'ensemble des parties prenantes (actionnaires, employés, entreprise, etc). Les échanges avec l'entreprise ne nous ont pas permis de conclure au caractère juste de ce dividende. Nous avons donc maintenu notre vote négatif sur la proposition.

Nestlé : Vote en faveur de la résolution sur les dividendes

Après une discussion avec le groupe agroalimentaire Nestlé, nous avons voté en faveur de la résolution sur les dividendes, car Nestlé a présenté l'ensemble des mesures prises pour maintenir la rémunération des employés et fournir une couverture santé à ceux qui travaillent dans des pays dépourvus d'avantages sociaux.

Cumul de mandats

Hindalco Industries Limited : Vote contre la nomination de Rajashree Birla en tant que Directrice non exécutive

Même si nous soutenons la parité femmes-hommes dans les conseils d'administration, nous pensons que ses membres doivent pouvoir consacrer suffisamment de temps à leur fonction pour que le conseil bénéficie pleinement de l'impact positif de cette diversité. Dans le cas de la société minière indienne Hindalco, la candidate occupait huit postes d'administrateur et avait été absente d'au moins 75 % des réunions du conseil.

Controverses

Swedbank : Vote contre la décharge pour les membres du conseil d'administration

La banque suédoise Swedbank a été confrontée à d'importantes controverses autour de malversations concernant sa politique de lutte contre le blanchiment d'argent, et a été condamnée à de lourdes amendes. Nous avons voté contre les membres du conseil d'administration qui étaient présents au moment de ce manquement : la FSA suédoise a conclu que les membres du conseil d'administration ne s'étaient pas suffisamment tenus informés des opérations dans les pays baltes et n'avaient pas demandé les informations nécessaires pour comprendre les risques de blanchiment d'argent. Parallèlement, notre analyste ESG sur le secteur bancaire a participé à une campagne d'engagement collaboratif afin de passer en revue les actions correctives possibles.

La négligence du conseil d'administration a entraîné un préjudice de réputation et l'émission par la FSA d'un avertissement ainsi qu'une amende de 4 milliards SEK. ■

Statistiques par société de Gestion

Amundi Asset Management

En 2020, Amundi Asset Management a voté lors de 3 564 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	3 564
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	71 %
Nombre de Résolutions	42 677
% de votes d'opposition au management (*)	20 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	8 482
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	48 %
Rémunérations	16 %
Opérations sur Capital	19 %
Résolutions d'actionnaires	5,5 %
Autres	11,5 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	19 %
Rémunérations	30 %
Opérations sur Capital	27 %
Résolutions d'actionnaires	51 %
Autres	10 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	1 168
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	67 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	87 %
Gouvernance	56 %
Structure des Conseils	69 %
Climat	85 %
Environnement	40 %
Social / Santé / Droits Humains	79 %
Autres	44 %
Répartition Géographique	
Afrique	1 %
Amériques	30 %
Asie	35 %
Europe	31 %
Océanie	3 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

Amundi Immobilier

En 2020, Amundi Immobilier a voté lors de 35 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	35
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	66 %
Nombre de Résolutions	570
% de votes d'opposition au management (*)	9 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	51
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	27,5 %
Rémunérations	37 %
Opérations sur Capital	25,5 %
Résolutions d'actionnaires	0 %
Autres	10 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	6 %
Rémunérations	23 %
Opérations sur Capital	13 %
Résolutions d'actionnaires	na
Autres	3 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	0
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	na
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	na
Gouvernance	na
Structure des Conseils	na
Climat	na
Environnement	na
Social / Santé / Droits Humains	na
Autres	na
Répartition Géographique	
Amériques	9 %
Europe	91 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

BFT IM

En 2020, BFT IM a voté lors de 275 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	275
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	76 %
Nombre de Résolutions	4 887
% de votes d'opposition au management (*)	18 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	861
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	23 %
Rémunérations	27 %
Opérations sur Capital	34,5 %
Résolutions d'actionnaires	4,5 %
Autres	11 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	12 %
Rémunérations	24 %
Opérations sur Capital	31 %
Résolutions d'actionnaires	70 %
Autres	7 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	97
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	69 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	67 %
Gouvernance	50 %
Structure des Conseils	62 %
Climat	100 %
Environnement	100 %
Social / Santé / Droits Humains	89 %
Autres	50 %
Répartition Géographique	
Amériques	7 %
Europe	93 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

CPR AM

En 2020, CPR AM a voté lors de 1591 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	1 591
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	73 %
Nombre de Résolutions	21 206
% de votes d'opposition au management (*)	18 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	3 758
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	50 %
Rémunérations	15 %
Opérations sur Capital	16 %
Résolutions d'actionnaires	9 %
Autres	10 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	Voté
Structure des Conseils	17 %
Rémunérations	24 %
Opérations sur Capital	24 %
Résolutions d'actionnaires	64 %
Autres	8 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	644
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	70 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	86 %
Gouvernance	73 %
Structure des Conseils	66 %
Climat	91 %
Environnement	83 %
Social / Santé / Droits Humains	83 %
Autres	48 %
Répartition Géographique	
Afrique	1 %
Amériques	35 %
Asie	24 %
Europe	38 %
Océanie	2 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

Etoile Gestion

En 2020, Etoile Gestion a voté lors de 812 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	812
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	79 %
Nombre de Résolutions	13 412
% de votes d'opposition au management (*)	18 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	2 361
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	37 %
Rémunérations	22 %
Opérations sur Capital	23 %
Résolutions d'actionnaires	9 %
Autres	9 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	14 %
Rémunérations	25 %
Opérations sur Capital	29 %
Résolutions d'actionnaires	79 %
Autres	7 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	392
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	70 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	87 %
Gouvernance	56 %
Structure des Conseils	65 %
Climat	90 %
Environnement	100 %
Social / Santé / Droits Humains	88 %
Autres	49 %
Répartition Géographique	
Amériques	28 %
Asie	0,5 %
Europe	71 %
Océanie	0,5 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

Société Générale Gestion

En 2020, Société Générale Gestion a voté lors de 910 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	910
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	73 %
Nombre de Résolutions	13 660
% de votes d'opposition au management (*)	17 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	2 285
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	45,5 %
Rémunérations	19 %
Opérations sur Capital	19 %
Résolutions d'actionnaires	8,5 %
Autres	8 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	15 %
Rémunérations	22 %
Opérations sur Capital	26 %
Résolutions d'actionnaires	66 %
Autres	7 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	Voté
Nombre de Résolutions d'actionnaires	397
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	66 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	88 %
Gouvernance	78 %
Structure des Conseils	60 %
Climat	80 %
Environnement	55 %
Social / Santé / Droits Humains	80 %
Autres	48 %
Répartition Géographique	
Amériques	26 %
Asie	17 %
Europe	56 %
Océanie	1 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

Amundi Luxembourg

En 2020, Amundi Luxembourg a voté lors de 3 518 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	3 518
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	70 %
Nombre de Résolutions	41 480
% de votes d'opposition au management (*)	19 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	7 785
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	52 %
Rémunérations	14 %
Opérations sur Capital	16,5 %
Résolutions d'actionnaires	6 %
Autres	11,5 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	19 %
Rémunérations	27 %
Opérations sur Capital	23 %
Résolutions d'actionnaires	50 %
Autres	10 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	1 142
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	65 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	86 %
Gouvernance	57 %
Structure des Conseils	67 %
Climat	85 %
Environnement	40 %
Social / Santé / Droits Humains	79 %
Autres	42 %
Répartition Géographique	
Afrique	2 %
Amériques	29 %
Asie	37 %
Europe	29 %
Océanie	3 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

Amundi Sgr

En 2020, Amundi Sgr a voté lors de 558 Assemblées Générales.

Statistiques globales	Voté
Nombre d'Assemblées Générales	558
% d'Assemblées Générales avec au moins un vote d'opposition au management	72 %
Nombre de Résolutions	6 748
% de votes d'opposition au management (*)	20 %
Votes d'opposition au management	
Nombre de votes d'opposition au management	1 351
Répartition thématique des votes d'opposition au management	
Structure des Conseils	44 %
Rémunérations	15 %
Opérations sur Capital	22 %
Résolutions d'actionnaires	10 %
Autres	9 %
Répartition des votes d'opposition au sein de chaque thème	
Structure des Conseils	17 %
Rémunérations	27 %
Opérations sur Capital	35 %
Résolutions d'actionnaires	57 %
Autres	10 %
Votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	
Nombre de Résolutions d'actionnaires	375
% de votes en faveur des Résolutions d'actionnaires	69 %
Répartition au sein de chaque thème	
Rémunération	87 %
Gouvernance	67 %
Structure des Conseils	67 %
Climat	80 %
Environnement	50 %
Social / Santé / Droits Humains	80 %
Autres	46 %
Répartition Géographique	
Afrique	1 %
Amériques	27 %
Asie	32 %
Europe	37 %
Océanie	3 %

(*) hormis les résolutions d'actionnaires pour lesquelles le management n'a pas donné de recommandation

Cas dans lesquels la société de gestion de portefeuille a estimé qu'elle ne pouvait se conformer aux principes énoncés dans son document "Politique de vote" : nous n'avons détecté aucun cas de conflit avec les principes de notre politique de vote.

Situations de conflit d'intérêt que l'entreprise de gestion de portefeuille a été amenée à traiter dans l'exercice des droits de vote attachés aux titres détenus par les organismes de placement collectif qu'elle gère : nous n'avons pas eu à résoudre de conflits d'intérêt au cours de cet exercice.

